

DATE: 2009.09.17

KEYWORDS: ALIMENT ENVIRONNEMENT POLITIQUE SANTÉ

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 347

Les artisans du bio déplorent qu'Ottawa ne reconnaisse pas la norme québécoise

MONTREAL _ Les principaux artisans du bio au Québec déplorent le refus du gouvernement fédéral de reconnaître la norme biologique provinciale comme équivalente à la nouvelle norme canadienne entrée en vigueur en juin dernier.

La Filière biologique du Québec a fait état, mercredi, dans un communiqué, d'un nouveau refus concernant sa demande de reconnaissance d'équivalence de sa norme au plan fédéral.

Selon l'organisme, qui appelle Ottawa à un changement de cap immédiat, la situation va alourdir le travail des producteurs et transformateurs d'ici tout en attaquant la crédibilité de ce milieu agroalimentaire.

"C'est inacceptable, a exprimé la présidente, France Gravel. Dans les dernières années, l'industrie biologique québécoise s'est beaucoup investie pour se donner un cadre normatif sévère en matière de certification. Sans une entente d'équivalence avec Ottawa, nous pourrions donc perdre ces importants acquis."

Dans un souci d'uniformisation du cadre légal régissant les aliments biologiques vendus au pays, le gouvernement fédéral a décidé de mettre en place au début de l'été un système de certification nationale valable d'un océan à l'autre. Le programme est géré par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Jusqu'à l'apparition de cette norme, le Québec était la seule province à imposer des contrôles pour l'appellation biologique.

Or, depuis plusieurs années, Québec demande que sa norme soit reconnue de facto comme égale à celle du fédéral, avec à la clef la possibilité pour les produits certifiés ici d'arborer le logo canadien sans autre condition. Ce qu'Ottawa ne veut pas.

Par voie de communiqué, la Filière biologique, qui rassemble producteurs, certificateurs, vendeurs et défenseurs de la chose biologique au Québec, a ajouté que cette impasse "va obliger les entreprises québécoises à fonctionner avec une deuxième norme pour avoir accès au marché canadien".

"C'est un peu ironique, a dit Mme Gravel. En juin dernier, le gouvernement fédéral a annoncé la conclusion d'une entente commerciale avec les Etats-Unis pour faciliter la circulation sur le marché canadien des produits biologiques certifiés là-bas. Dans ce cas, il y a une reconnaissance de l'équivalence; mais avec le Québec, Ottawa ne veut pas d'une telle approche."

Tout en estimant s'être fait "mener en bateau" par Ottawa, la Filière biologique presse désormais les gouvernements provincial et fédéral à trouver rapidement une façon de débloquer ce contentieux.